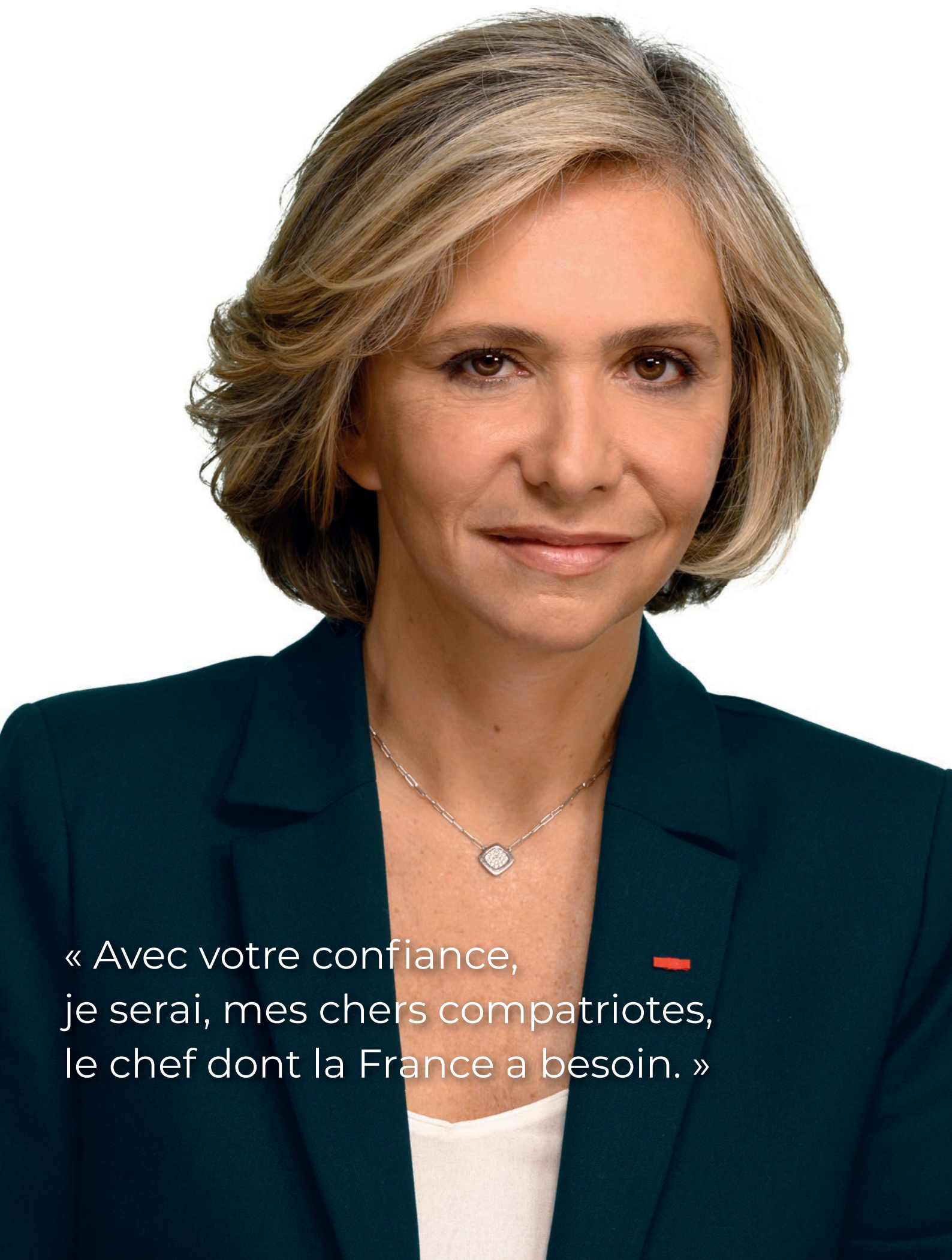




VALÉRIE PÉCRESSE

**LE COURAGE  
DE DIRE ET  
LA VOLONTÉ  
DE FAIRE**



« Avec votre confiance,  
je serai, mes chers compatriotes,  
le chef dont la France a besoin. »

Mes chers compatriotes,

Le caractère est, comme le disait le Général de Gaulle, « la vertu des temps difficiles ». **Mais, depuis 10 ans, l'État manque de caractère parce que la France n'a plus de chef.**

Après deux quinquennats qui ont abîmé la France et qui contrastent terriblement avec les présidences de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, avec vous, **je veux relever notre pays et restaurer la fierté française.**

Face aux périls dans lesquels Emmanuel Macron nous laisse, ceux de la dette, de l'islamisme, de l'immigration incontrôlée et de l'insécurité, **il faut un projet puissant. Ce projet, c'est le mien. J'ai le courage de dire et la volonté de faire.** Toute ma vie le démontre. Comme juge, comme ministre, comme présidente de la première région d'Europe, je ne recule jamais. Aux côtés de François Fillon, j'ai tenu face à la rue pendant neuf mois pour réussir l'autonomie des universités. Avec Nicolas Sarkozy, j'ai redressé les finances de la France pendant la crise des dettes souveraines de 2011. Aujourd'hui, je me bats en Ile-de-France au quotidien contre les islamo-gauchistes, les racistes et les idéologues de l'écologie punitive.

**Il faut remettre de l'ordre dans le pays.** J'ai la force de caractère et les idées neuves nécessaires pour stopper l'immigration incontrôlée, donner la priorité à la justice et rétablir l'autorité dans la rue comme à l'école. Dans ma République, on ne saccage pas les commerces, on ne crache pas au visage d'un policier, d'un pompier ou d'un professeur ! Je vous l'assure : j'imposerai l'impunité zéro.

Je veux que les Français puissent vivre dignement de leur travail et de leur retraite. Je veux qu'ils puissent se soigner où qu'ils vivent et quels que soient leurs revenus. Mais **je dirai la vérité : il n'y a pas de politique du pouvoir d'achat sans baisse de la dépense publique.** L'État ne peut plus se payer le luxe d'acheter la paix sociale avec le carnet de chèques des Français. Je n'aurai pas la main qui tremble : je mènerai les réformes des retraites et de l'assurance-chômage abandonnées par Emmanuel Macron. Je mettrai fin à l'enfer bureaucratique en supprimant 150 000 postes de fonctionnaires nets. D'ici 2027, je réaliserai 45 milliards d'euros d'économies nettes par an pour redonner à notre pays les marges de manœuvres dont il a besoin.

Si l'influence de la France décline dans le monde, c'est parce que notre rayonnement extérieur dépend de notre force intérieure. **Je ferai à nouveau de la France la puissance souveraine qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être,** en Europe et dans le monde. Un pays qui retrouve son indépendance énergétique, agricole et industrielle. Un pays qui revendique son Histoire au lieu de s'excuser. Stop à la repentance ! Je veux refaire Nation, **une Nation, une et indivisible, qui protège notre mode de vie occidental et qui se montre intraitable contre le totalitarisme islamiste.**

Avec votre confiance, je serai, mes chers compatriotes, le chef dont la France a besoin.

Vive la République, vive la France !





# STOPPER L'IMMIGRATION ACTUELLE ET DÉFENDRE LES VALEURS DE NOTRE RÉPUBLIQUE

« Il faut stopper l'immigration actuelle.  
La République façon puzzle, ça suffit ! »

**Nombre record de délivrance de titres de séjour, incapacité à reconduire les clandestins et les déboutés du droit d'asile dans leur pays d'origine, primes à l'illégalité : sur la question de la maîtrise de nos flux migratoires, Emmanuel Macron a échoué sur toute la ligne. Il y a urgence à retrouver le contrôle de notre immigration si nous voulons préserver notre mode de vie et défendre la souveraineté française et les valeurs de notre République.**

En matière d'immigration, ce ne sont pas les postures mais la crédibilité qui compte. Je suis la seule candidate à avoir rédigé un **projet de loi constitutionnelle, immédiatement applicable après son adoption par référendum.**

Grâce à cette loi, nous pourrions :

- **Mettre en place des quotas d'accueil par métier et par pays**, votés chaque année par le Parlement.
- **Dénoncer les accords bilatéraux et suspendre la délivrance de nouveaux visas d'entrée aux ressortissants des pays qui refusent de délivrer des laissez-passer consulaires pour le retour de leurs ressortissants clandestins.**
- **Intensifier immédiatement l'affrètement des avions charters d'éloignement** avec le soutien de l'agence européenne Frontex (sur le seul premier semestre 2021, l'Allemagne y a eu 4 fois plus recours que la France).
- **Rendre obligatoire le dépôt des demandes d'asile à l'étranger, dans les ambassades françaises** (et pour ceux qui auraient atteint la

frontière, leur imposer la procédure d'asile accélérée et les placer dans des centres fermés : si le demandeur est débouté, il rentre dans son pays). Par ailleurs, les demandes successives de titre de séjour pour des motifs différents, qui permettent aujourd'hui à un clandestin de rester beaucoup plus longtemps sur notre territoire, seront interdites.

- **Présumer majeur tout « mineur non accompagné » qui refuse un test d'âge osseux.**
- Profiter de la fin de la présidence française de l'Union européenne pour **lancer la révision de la directive « retour »** afin de reconduire d'office dans leurs pays les immigrés entrés irrégulièrement sur le territoire européen (ils disposent actuellement de plusieurs semaines pour quitter librement l'espace Schengen).
- Pour en finir avec l'immigration de ceux qui rejoignent la France pour profiter de ses aides sociales, **supprimer le versement des prestations sociales non contributives à tous les étrangers** non communautaires qui n'ont pas résidé 5 ans de manière régulière sur notre territoire, **supprimer les aides sociales aux clandestins** (demi-tarif dans les transports par exemple), et **recentrer exclusivement l'aide médicale d'État sur la médecine urgente et les maladies contagieuses.**
- **En finir avec le droit du sol automatique :** l'accès à la nationalité française des enfants nés en France de parents étrangers sera subordonné à la vérification de leur assimilation (maîtrise de la langue, respect des valeurs de la République).

- **Expulser immédiatement du territoire tout clandestin représentant une menace grave** à moins qu'il ne soit poursuivi en justice et en détention.
- **Renforcer les conditions économiques pour acquérir la nationalité française et pour autoriser le regroupement familial** (relèvement des conditions de revenus et obligation d'un logement adapté à la taille de la famille).
- **Subordonner l'obtention de la carte de séjour à la maîtrise du français : 600 heures de formation** sanctionnées par un examen obligatoire.

Je lutterai pied à pied  
contre l'islamisme radical :  
« C'est une guerre de civilisation que  
les terroristes veulent mener.  
Notre société doit se donner les  
moyens de contrer la menace. »

- **J'étendrai l'incrimination d'intelligence avec l'ennemi à toute personne soupçonnée de collusion avec des réseaux terroristes** pour pouvoir la juger et la mettre hors d'état de nuire avant qu'elle ne commette un attentat.
- **J'expulserai pour menace à l'ordre public tous les étrangers dont le comportement participe de l'islamisme radical** et qui sont inscrits dans les fichiers de l'antiterrorisme.
- **Je fermerai toute mosquée où un prédicateur tient un discours hostile à la France** et aux valeurs de la République.
- **J'imposerai un serment de respect de la laïcité et des valeurs de la République pour le recrutement de tous les agents publics** (Etat, hôpitaux et collectivités territoriales).
- **Je ferai de la radicalisation** (apologie du terrorisme, traitement discriminatoire envers les femmes...) **un motif de révocation ou de licenciement** pour cause réelle et sérieuse, dans le privé comme dans le public, et généraliserai les criblages au moment des

changements d'affectation pour mieux détecter les phénomènes de radicalisation qui se produisent en cours de carrière. **Une cellule mixte ministère de l'intérieur et ministère de la justice sera créée pour signaler et traiter les faits de radicalisation.**

- **J'utiliserai la reconnaissance faciale à l'entrée des transports en commun** en croisant ses résultats avec les fichiers anti-terroristes pour mieux repérer les personnes recherchées.
- **Je mettrai en place des mesures de rétention pour maintenir enfermés les terroristes radicalisés à l'issue de leurs peines de prison**, en modifiant la Constitution s'il le faut.
- **Je systématiserai à nos frontières le contrôle de tout entrant sur le territoire européen** via le système d'information de Schengen. Aujourd'hui, près de 20% des personnes arrivant dans l'Union n'y sont pas soumises, ce qui crée un risque majeur d'entrée de terroristes en Europe.
- **J'interdirai le port du voile forcé, le port du voile pour les accompagnatrices scolaires** (en déployant des assistants du service scolaire afin de ne pas priver les enfants de sortie) **et le port du burkini** dans tous les espaces de baignade, comme je l'ai déjà fait dans les espaces de baignade propriété de la Région Ile-de-France.

« Je renforcerai l'intégration »

- Je lutterai contre le séparatisme urbain en mettant en place **une stratégie de peuplement (pas plus de 30 % de logements sociaux par quartier)** pour éradiquer en dix ans les ghettos.
- **J'inciterai les établissements à fixer un nombre maximum de non francophones par classe**, pour garantir la qualité des enseignements et l'apprentissage du français.
- **Je renforcerai les enseignements de l'histoire de France et de nos principes républicains** à l'école.

# RÉTABLIR L'ORDRE DANS LA RUE

« Il faut rompre avec 10 ans de laxisme et de culture de l'excuse. La peur doit changer de camp. Je veux rendre la justice plus efficace »

---

Les chiffres du ministère de la justice parlent d'eux-mêmes. Le nombre annuel de victimes d'atteintes aux biens ou aux personnes approche les 10 millions, un chiffre en nette augmentation. Moins de la moitié donne lieu à une procédure devant les tribunaux et 70 % d'entre elles sont classées sans suite. Au final, seules 12 % des procédures engagées aboutissent à une condamnation. C'est moins de 5 % des faits réellement constatés ! L'impunité n'est pas un sentiment, c'est une réalité ! Aujourd'hui la France compte moins de détenus qu'en 2017, lorsque Mme Taubira était Garde des sceaux.

➤ Je proposerai un statut national des polices municipales étendant leurs prérogatives (contrôle des identités, accès à certains fichiers du ministère de l'intérieur...) et rendrai obligatoire leur armement dans les communes de plus de 5 000 habitants pour permettre à la police et à la gendarmerie de se concentrer sur leurs missions premières de maintien de l'ordre et d'enquête.

« J'augmenterai massivement les moyens de la justice »

---

« Je donnerai davantage de moyens à nos forces de l'ordre »

---

➤ Je consacrerai 5 milliards à l'équipement matériel et informatique de nos forces de l'ordre aujourd'hui démunies et modifierai la loi pour leur permettre d'utiliser les technologies de maintien de l'ordre et d'enquête les plus performantes (police scientifique et technique, drones, etc.).

➤ Face à l'explosion des violences contre les forces de l'ordre et à rebours du président actuel qui parle de « violences policières », j'instaurerai des peines plancher contre tous ceux qui s'en prennent aux forces de l'ordre et à toute personne dépositaire de l'autorité publique.

➤ Pour que la justice puisse être rendue plus rapidement, je veux lui donner beaucoup plus de moyens. J'augmenterai de plus de 50 % sur 5 ans les moyens des tribunaux pour les porter à 9 milliards par an. J'augmenterai de plus de 50 % le nombre de magistrats (3 000 juges et 2 000 procureurs en plus) et recruterai 3 000 greffiers, 5 000 juristes assistants et 3 000 personnels techniques. Pour accélérer ces 16 000 recrutements, ils seront ouverts aux professionnels du droit ayant 15 ans d'expérience et aux cadres de la police et de la gendarmerie.

➤ Je consacrerai ainsi jusqu'à 1,8 milliard par an pour mettre à la disposition de la justice des locaux, des équipements et des moyens informatiques performants. Une étude britannique montre que 60 %

des infractions sont commises par 6 % des délinquants. Les cibler, grâce aux nouvelles technologies, pour juger en priorité leurs affaires permettrait de désengorger les tribunaux et d'éviter de nombreuses autres victimes.

## « Je réduirai les délais de jugement »

- **Pour réduire massivement les délais de jugement, je simplifierai la procédure pénale** – dont la complexité ralentit la justice et aide les délinquants à échapper aux sanctions en invoquant des vices de procédures. **Pour la justice civile et commerciale, je déjudiciariserai des contentieux de masse** qui donneront désormais lieu à des amendes automatiques ou à des procédures de conciliation pour recentrer la justice sur les dossiers prioritaires.
- **Les violences intrafamiliales, et en particulier les violences conjugales, seront instruites en 72 heures et jugées en 15 jours.**
- **Les autres violences et les délits du quotidien donneront lieu à des jugements rendus en moins de 6 mois**, appels compris. Je systématiserai les comparutions immédiates ou à délai rapproché pour les flagrants délits.

## « J'assurerai l'exécution des peines »

- **Pour en finir avec l'aménagement des courtes peines**, dans les 6 mois suivant l'élection, **j'ouvrirai des centres correctionnels fermés** dans des bâtiments publics inoccupés, avec incarcération de détenus sous bracelet électronique. Pour les jeunes primo-délinquants, **je doublerai le nombre de places de travaux d'intérêt général (TIG)** dans les 5 ans.

- **Je doublerai également le nombre de centres éducatifs fermés pour les mineurs et lancerai la construction de 20 000 places de prison.**
- Enfin, je frapperai les délinquants au portefeuille **en généralisant les retenues sur salaires et prestations sociales** pour lutter contre les amendes impayées (aujourd'hui 50 % des amendes pénales ne sont pas recouvrées).

## « J'adapterai notre code pénal à l'évolution de la délinquance »

- Pour tenir compte de l'évolution de la criminalité, **j'abaisserai la majorité pénale à 16 ans.**
- Pour en finir avec la violence dans les zones les plus criminogènes, **je durcirai les sanctions en érigeant en circonstance aggravante la commission de certaines infractions dans les 72 zones de reconquête républicaine.**

**Une loi constitutionnelle sur la sécurité intérieure inscrira dans la Constitution le droit de chacun à la sécurité et permettra notamment aux forces de l'ordre d'utiliser les technologies les plus modernes et à la justice d'imposer des mesures de sûreté aux terroristes sortant de prison.**

# RÉFORMER ET RÉDUIRE LA BUREAUCRATIE POUR AUGMENTER FORTEMENT LES REVENUS

« La première dignité, c'est celle de pouvoir  
vivre de son travail. »

Emmanuel Macron a « cramé la caisse ». Et pourtant le pouvoir d'achat des Français décroche par rapport aux Allemands et baisse pour ceux qui ont les revenus les plus faibles. La France est au 12<sup>ème</sup> rang européen pour le salaire moyen. On doit beaucoup mieux vivre du travail que de l'assistanat. Il faut remettre la valeur travail au centre de notre projet de société.

- **J'augmenterai de 10 % les salaires nets** jusqu'à 2,2 SMIC (3 500 euros), hors inflation et à durée de travail égale. C'est 1 510 euros nets par an en plus pour un salarié au SMIC et 3 321 euros nets par an pour un salarié à 2,2 SMIC. **Cette mesure concernera environ 12 millions de Français.** Elle s'ajoutera à la prime d'activité et ne la remplacera pas.
- Pour augmenter mécaniquement les salaires nets de 10 %, je transférerai progressivement les cotisations vieillesse payées par les salariés aux entreprises. Dès mai 2022, l'Etat négociera avec elles dans le cadre d'une conférence salariale tripartite et reprendra environ deux-tiers de ce coût à son compte. Le tiers restant sera assumé par les entreprises au terme d'une négociation donnant-donnant, notamment sur l'orga-

nisation du temps de travail, l'assurance-chômage, les retraites et les différentes contributions des entreprises.

- Pour mieux associer les salariés aux résultats de leur entreprise, **je demanderai aux entreprises cotées de s'organiser pour que 10% de leur capital soient détenus par leurs salariés d'ici 5 ans.** Les entreprises non cotées seront incitées à suivre le même mouvement. Les salariés français pourront ainsi se constituer un capital.
- **Je souhaite par ailleurs maintenir les dispositifs d'intéressement**, qui permettent de mobiliser toute l'entreprise sur un objectif, par exemple de transformation écologique, et **développer fortement la participation en l'étendant à toutes les entreprises de plus de 10 salariés**, en lui appliquant la fiscalité plus favorable des dividendes et en engageant les partenaires sociaux à l'accroître. Il doit s'agir d'un **véritable dividende salarié**, avec comme principe ; pas de dividende pour les actionnaires s'il n'y a pas de dividende pour les salariés.
- Je lancerai **dès le printemps 2022 la réforme des retraites** qui a été repoussée depuis si longtemps. **Elle sera simple et juste.** Simple : elle consistera à augmenter graduellement



l'âge légal de départ à la retraite **jusqu'à 65 ans à l'horizon 2030**. Juste : **je garantirai en 2030, pour tous ceux qui ont travaillé toute leur vie, une pension de retraite d'au moins un SMIC net par mois** (soit une augmentation de 25%). Je préserverai le dispositif des carrières longues et la prise en compte de la pénibilité pour permettre des départs plus précoces. Je revaloriserai aussi les pensions de tous ces conjoints collaborateurs d'artisans, de commerçants et d'agriculteurs qui ont tant contribué à l'activité familiale.

- Dans le même souci de justice, **j'accroîtrai de 39% les pensions de reversion des conjoints survivants lorsque ceux-ci n'ont pas acquis de droit personnel à pension**. Au décès du conjoint qui assurait leur subsistance, **les veuves et veufs pourront ainsi percevoir 75% et non plus 54% de la pension de leur conjoint défunt**.
- Je libérerai complètement l'accès au travail pour les retraités qui souhaitent garder ou reprendre une activité. Je supprimerai les cotisations retraite pour le cumul emploi-retraite puisque la retraite a déjà été liquidée.
- Parce que le lien rémunération-travail est indispensable et doit être renforcé, **je supprimerai le Contrat d'engagement**, ce RSA jeunes qu'Emmanuel Macron va faire payer le 31 mars prochain pour la première fois. **Je le remplacerai par un Revenu Jeune Actif (RJA)** : les jeunes qui s'engageront dans **une vraie formation qualifiante dans les seuls secteurs en tension** recevront en contrepartie une rémunération de 670 euros par mois.
- Je poursuivrai la réforme de l'assurance chômage en renforçant la dégressivité des allocations après six mois pour inciter les personnes sans emploi à reprendre plus rapidement un travail ou une formation (pour tous les salariés de moins de 50 ans rémunérés plus de 2 SMIC).
- Pour donner la priorité au travail, **je créerai un droit au logement prioritaire pour les travailleurs de première ligne** (personnels soignants, policiers, professeurs etc.) dans leur ville d'exercice.

## **RÉDUIRE LES DÉPENSES PUBLIQUES POUR AUGMENTER LE POUVOIR D'ACHAT**

- Je supprimerai en 5 ans 200 000 postes de fonctionnaires dans l'administration administrante de l'Etat et des collectivités locales, afin que la puissance publique se recentre sur ses trois missions prioritaires - protéger, éduquer et soigner- pour lesquelles 50 000 postes supplémentaires seront créés.
- Je mettrai en place un « comité de la hache » qui aura toute latitude pour mettre en œuvre la simplification administrative qu'on nous promet depuis 20 ans sans la faire et ainsi diviser par deux les codes juridiques et supprimer 500 des 1 500 structures para-étatiques.
- Dès mai 2022, je lancerai une Opération Vérité sur le « quoi qu'il en coûte » afin de dresser un audit financier rigoureux des dépenses et de la dette, de constater l'ampleur des dégâts du quinquennat d'Emmanuel Macron et d'arrêter les dépenses inefficaces.

# LIBÉRALISER L'ÉCONOMIE POUR **CRÉER** DAVANTAGE DE RICHESSES ET D'EMPLOIS

« Notre pays étouffe sous les normes et la bureaucratie »

---

**Champion du monde des impôts (avec près d'un euro sur deux capté par la puissance publique), en queue de peloton européen s'agissant du chômage (avec un taux plus de deux fois supérieur à celui de l'Allemagne), notre pays croule sous la bureaucratie. En moins de vingt ans, le code du travail est passé de moins de 4 000 articles à plus de 10 000 ! Il faut en finir avec cet enfer bureaucratique.**

« Je libérerai les énergies »

---

- **Je mettrai fin aux 35 heures et libéraliserai le temps de travail.** Il sera désormais négocié par branche ou par entreprise pour s'adapter aux nouvelles façons de travailler (télétravail, etc.), aux besoins des entreprises et aux attentes des salariés : il sera possible par accord de rester aux 35 heures ou d'adopter de nouveaux horaires. En l'absence d'accord, la durée du travail sera de 39 heures, qui seront payées 39 heures, soit 11% de plus qu'aux 35 heures, et en veillant à ce qu'aucun salarié n'y perde.
- **Je cèderai toutes les participations minoritaires de l'Etat-actionnaire :** il s'est révélé incapable d'accompagner efficacement les entreprises du secteur concurrentiel comme Engie ou Renault. Une approche prudente

en fonction des marchés financiers permet d'espérer **15 milliards d'euros de recettes de privatisation d'ici 2027**. L'agilité d'une dizaine de grandes entreprises françaises devrait s'en trouver renforcée.

- **Je réduirai drastiquement les normes et les délais administratifs** pesant sur la production industrielle, sur l'agriculture, sur la construction de logements, sur le droit du travail ou sur la distribution, et prioritairement sur les PME. En parallèle, **j'accélérerai et encadrerai les délais de jugement dans le cadre de grands projets d'infrastructures** afin de ne pas faire dépendre la réalisation de ces projets d'intérêt public de l'issue de longues procédures juridictionnelles.
- **Je renforcerai le crédit d'impôt recherche afin qu'il puisse bénéficier davantage aux PME** et adapterai ses dispositions en fonctions d'évaluations précises pour accroître son efficacité.
- **Je supprimerai la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (C3S)** qui est un impôt de production absurde qui taxe le chiffre d'affaires et pénalise la compétitivité de nos entreprises. Quand les réformes auront effectivement permis de réduire les dépenses publiques, il pourra être envisagé de s'attaquer aux autres impôts de production, en veillant toutefois à ne pas réduire l'autonomie fiscale des collectivités locales.

- **Je débureaucratiserai la formation professionnelle pour mieux l'adapter aux besoins du pays.** On doit mieux utiliser les 27 milliards qui s'y engloutissent. Je veux confier cette politique aux régions qui sont au plus près des besoins. Je supprimerai France Compétences et laisserai des opérateurs privés certifier les formations. Les entreprises qui forment elles-mêmes leurs employés doivent se voir encourager par des baisses de cotisation.

« Je garantirai notre souveraineté économique face à la concurrence déloyale »

- **Je créerai un Haut Conseil de la souveraineté économique et numérique,** placé auprès du Premier ministre, **chargé d'autoriser les investissements étrangers en France** en fonction de nos intérêts stratégiques et de vérifier le respect des engagements des investisseurs. Il pourra s'opposer, dans le délai d'un mois, au rachat de start-up ou de technologies numériques par les géants étrangers du secteur.
- **J'imposerai la réciprocité sur les marchés publics européens,** afin de ne pas ouvrir nos marchés aux entreprises de pays qui n'acceptent pas les entreprises européennes, et je militerai en faveur du renforcement de la **préférence européenne** dans la commande publique.
- En matière numérique, il faut en finir avec la naïveté sur l'exploitation de nos données. Je fixerai l'objectif pour 2030 d'un « **cloud souverain** » mis en œuvre par des entreprises françaises et européennes ainsi qu'un **quota de 50 % de produits européens en matière de logiciels et d'infrastructures numériques.** Pour remettre l'Etat à niveau

dans un secteur très concurrentiel, je créerai une **Ecole Nationale du Numérique** dont les étudiants, rémunérés, devront travailler 10 ans dans la fonction publique.

- **Je rassemblerai, dans un même ministère, recherche et industrie** pour mener des projets stratégiques d'innovation allant de la recherche fondamentale à la recherche appliquée, en associant à cet effort recherche publique et recherche privée.

« Je défendrai notre agriculture et je créerai des emplois dans les territoires ruraux »

- **Je défendrai la taxe carbone aux frontières de l'Europe pour que notre agriculture ne soit pas soumise à une concurrence déloyale** de la part de pays qui ne respectent pas la même discipline écologique.
- **Je viserai l'indépendance alimentaire de la France en renforçant la politique agricole commune (PAC).**
- **Je créerai l'aide à l'investissement de proximité,** un crédit d'impôt de 50 % sur les investissements des personnes physiques jusqu'à 20 000 euros, en action ou en prêt sur cinq ans minimum, dans des entreprises implantées **dans des communes de moins de 20 000 habitants.**
- **J'accélérerai le déploiement du Très Haut Débit sur tout le territoire** et investirai **1 euro public dans les territoires ruraux pour tout euro dépensé dans la politique de la ville.**
- **J'étendrai le bénéfice du prêt à taux 0 à toute la France** pour encourager les jeunes à acheter leur logement dans des zones rurales ou des villes moyennes, et participer ainsi à leur dynamisme.

# FAIRE DE LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE **UNE OPPORTUNITÉ** POUR NOS EMPLOIS

« L'urgence climatique impose une action qui redonne aux Français espoir en un autre avenir que celui du déclin, des sacrifices et de l'effondrement. Je veux faire vivre une nouvelle forme d'écologie, une écologie de progrès et de solutions. »

**Depuis 10 ans, la France s'est éloignée de la bonne trajectoire : je veux remettre la France dans le bon rythme de la transition écologique.**

## Atteindre la neutralité carbone en 2050

- **Je développerai les incitations financières plutôt que les taxes** pour décarboner la consommation des ménages (remplacement des véhicules ou des chaudières polluants) : **je ne crois pas en une écologie punitive.**
- **Je militerai pour instaurer une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne** afin de protéger nos emplois contre le dumping social et environnemental. **J'instaurerai une préférence européenne en généralisant les clauses de contenu carbone** dans tous les contrats publics et privés pour favoriser nos circuits courts agricoles comme industriels.
- **Je créerai le Livret Vert en fusionnant le Livret A avec le Livret développement durable (LDD) pour financer la transition écologique** : 120 milliards d'euros de prêts sur 5 ans pourront ainsi être mobilisés pour les chefs d'entreprise développant des projets bas carbone.
- **Je propose qu'en 2035 plus aucun véhicule neuf (quelle qu'en soit la catégorie) ne fonctionne qu'avec des énergies fossiles.**

**En 2040, tous les véhicules neufs s'en passeront complètement.** Je veillerai en parallèle à l'installation systématique de bornes de recharges et **développerai les filières industrielles françaises de production de tous les modes de transport électriques.** Dès maintenant, je remplacerai les transports en commun fonctionnant au diesel par des transports propres, comme je l'ai fait en Île-de-France.

## Promouvoir toutes les énergies non carbonées

- J'ai dit haut et fort les erreurs et les revirements d'Emmanuel Macron. Il ne fallait pas fermer Fessenheim. **Je réinvestirai dans les centrales existantes pour en prolonger le fonctionnement, je lancerai 6 nouveaux EPR, je redémarrerai le projet Astrid de réacteur de 4<sup>ème</sup> génération et je soutiendrai le développement de petits réacteurs modulaires.**
- **Je développerai également toutes les énergies renouvelables ainsi que nos capacités de stockage.** J'innoverai dans les technologies de demain comme l'**hydrogène vert.**
- Face à l'augmentation du prix de l'énergie, **je supprimerai la « taxe sur la taxe »** (la TVA s'applique aujourd'hui sur d'autres taxes sur l'électricité) et **réformerai le tarif régulé pour que les Français profitent pleinement de la compétitivité de l'énergie nucléaire.**



### Protéger nos espaces naturels

- Afin de protéger nos paysages remarquables, les plans locaux d'urbanisme votés par les conseils élus des intercommunalités pourront prévoir des **zones d'interdiction d'implantation des éoliennes**. Par ailleurs, les intérêts des pêcheurs seront protégés.
- Je fixerai comme **objectif que 10 % du territoire maritime national soit sous protection forte d'ici 20 ans** pour **préserver la biodiversité** et j'engagerai un **objectif 0 plastique**

avec notamment, la signature d'un **accord** des pays riverains de la Méditerranée **pour l'éradication des rejets de plastiques en mer**.

- Je créerai une « **Réserve écologique citoyenne** » constituée de membres des associations de protection de l'environnement, de volontaires et de personnes devant réaliser des travaux d'intérêt général (TIG) pour faire un nettoyage systématique des espaces naturels protégés et mener des actions de prévention.

## REFAIRE DE L'ÉCOLE UN PUISSANT LEVIER D'INTÉGRATION ET DE PROMOTION

« Il faut un sursaut national pour l'école.  
L'école est la fabrique de la France »

**Malgré l'engagement quotidien de nos enseignants, un jeune sur cinq a des difficultés de maîtrise de la lecture à 18 ans. Nous sommes les derniers d'Europe pour les mathématiques ! Nous avons de plus en plus de mal à recruter des enseignants. Et en même temps, nous avons l'école la plus inégalitaire d'Europe. Il faut briser ce cercle vicieux. D'ici 5 ans, nous devons retrouver les meilleures places dans les classements internationaux.**

### Une école des fondamentaux

- Au primaire, j'augmenterai de 2 heures par semaine l'enseignement du français et d'une heure celui des mathématiques pour arriver à 50 % du temps de classe consacré au français et 25 % aux mathématiques.
- J'instaurerai un examen d'entrée en 6<sup>ème</sup> pour vérifier que les enfants qui entrent au collège maîtrisent la lecture, l'écriture et le calcul. Les enfants qui ne réussiront pas l'examen seront accueillis dans des classes

de consolidation à petits effectifs pour les aider à se mettre à niveau.

- Je créerai une **réserve éducative nationale**, composée notamment de professeurs retraités volontaires **pour proposer une aide aux devoirs gratuits, de l'école primaire au lycée**. Cette réserve pourra aussi être mobilisée pour remplacer un professeur absent.

### Une école du respect

- Dans chaque département, je créerai des **structures de réinsertion scolaire avec encadrement renforcé pour les élèves les plus perturbateurs** qui aujourd'hui sont réinscrits automatiquement dans un autre établissement.
- Tous les faits d'agression ou d'outrage envers un enseignant donneront lieu à poursuites judiciaires et je mettrai en place des **peines planchers** lorsque l'agresseur est un parent d'élève.

- Dans toutes les villes de plus de 10 000 habitants, un **Conseil des droits et devoirs des familles** sera créé. Présidé par le maire, il **pourra** chercher les meilleures solutions pour les enfants en difficulté et aussi **suspendre après examen au cas par cas les allocations familiales des parents défaillants**.

### Des établissements autonomes

- Je donnerai **plus d'autonomie à tous les établissements** pour que les bonnes solutions soient trouvées au plus près du terrain. **Je créerai aussi des établissements publics sous contrat**. Ces écoles, collèges ou lycées fonctionneront avec un triple contrat : avec l'Etat (pour déterminer un projet éducatif innovant), avec les enseignants (qui seront tous volontaires), avec les parents et les élèves (qui devront respecter une charte d'engagement). **Le chef de ces établissements aura ainsi une totale liberté de recrutement de ses équipes**. Il suivra les programmes fixés par le ministère et ne sélectionnera pas les élèves mais pourra les exclure en cas de manquements au contrat. L'objectif est d'avoir 10 % des établissements scolaires sous contrat dans 5 ans.

### Des enseignants valorisés

- Je revaloriserai les carrières des enseignants pour attirer les meilleurs talents, notamment **en créant des contrats de mission éducative de 5 ans** (pour remédier à la précarité des enseignants vacataires) et en régionalisant les recrutements et la gestion des carrières des enseignants **pour mettre fin à cette situation absurde où les jeunes professeurs sans expérience sont affectés dans les établissements les plus difficiles**.

### Dynamiser l'apprentissage

- J'exonèrerai totalement de charges patronales toutes les entreprises de moins de 10 salariés qui prennent un jeune en apprentissage.

### Lancer l'étape II de l'autonomie des universités

- J'engagerai la deuxième étape de l'autonomie des universités, que j'ai réalisée en 2007, pour renforcer la qualité de nos enseignements et renforcer notre recherche sur la scène internationale

## REMETTRE LA FAMILLE AU CŒUR DE NOS POLITIQUES

« Dans une époque en mouvement, les Français se tournent vers le point fixe qu'est la famille. »

(Jacques Chirac)

**Depuis 2012, François Hollande et Emmanuel Macron ont consciencieusement détruit la politique familiale de la France conçue par le Général de Gaulle et qui était au cœur de la vitalité démographique de notre pays. En 10 ans, le nombre de naissances a baissé de 11%.**

### Relancer durablement la natalité

- Je créerai une **prime à la natalité** avec une allocation familiale versée à tous les parents qui auront un 1<sup>er</sup> enfant, de 900 euros par an, jusqu'à ses 18 ans.

- **Je procéderai à une revalorisation des allocations familiales des familles de deux et trois enfants**, en leur consacrant **1 milliard d'euros supplémentaires par an**.
- **Je restaurerai l'universalité des allocations familiales** : elles seront versées à toutes les familles, sans conditions de ressources, en fonction du nombre d'enfants. **Je restaurerai l'universalité du complément de libre choix de mode de garde** en supprimant les conditions de ressources et en favorisant l'emploi d'assistantes maternelles agréées. **Plus d'un million de familles verront leurs allocations augmenter.**

### **Permettre le développement de la vie familiale à domicile**

- **Je doublerai le crédit d'impôt pour développer les emplois de service à la personne** : 50 % du coût total d'un emploi à temps plein (garde d'enfants, maintien à domicile, soutien à la vie familiale) sera ainsi pris en charge. La taxe sur les salaires ne sera applicable qu'au-delà de deux employés en équivalents temps plein.
- **Je confèrerai aux aidants familiaux s'occupant d'enfants handicapés ou d'ânés dépendants un véritable statut en termes d'aménagement de leur vie professionnelle.** Dans toutes les entreprises de plus de 10 personnes, j'instaurerai ainsi un « droit de demander » permettant à chaque salarié de demander un aménagement du temps ou du lieu de travail pour s'occuper d'un proche. L'employeur pourra refuser mais devra motiver son refus. Cette mesure fonctionne très bien au Royaume-Uni.

### **Protéger les familles les plus fragiles**

- Pour soutenir les familles monoparentales, **je défiscaliserai les pensions alimentaires du parent seul** : 97% sont des mères et

perdent en moyenne 20 % de leur niveau de vie après une séparation. Cette mesure touchera environ 4 millions de parents.

### **Accompagner nos adolescents et nos jeunes dans leur passage à l'âge adulte**

- **J'instaurerai un congé parental aménageable pour chaque parent**, qui pourra être pris dans les entreprises de plus de 50 salariés à différents âges de l'enfant jusqu'à ses 18 ans, afin de l'accompagner en cas de difficultés scolaires ou de problèmes de santé physique ou mentale.
- **Je faciliterai la transmission de patrimoine vers les jeunes** pour financer leurs études ou leurs projets de vie, **avec un don défiscalisé possible tous les six ans**, pour un montant maximum de 100 000 euros pour les parents et les grands-parents, et de 50 000 euros pour les oncles, tantes et fratries.
- **Je créerai une banque des jeunes** pour assurer le financement des études pour tous, **avec un remboursement différé après l'entrée dans la vie active et conditionné à un niveau minimum de revenus.**

### **Faciliter le maintien à domicile et améliorer la prise en charge de nos aînés**

- En complément du doublement du crédit d'impôt pour les emplois de services à la personne, **je développerai des services à domicile sur l'ensemble du territoire** afin de permettre aux personnes âgées de vivre le plus longtemps possible chez elles.
- **Je réorganiserai le fonctionnement des établissements d'accueil pour personnes âgées dépendantes** afin d'améliorer les soins et les conditions de vie des résidents et les conditions de travail des personnels et de **réduire le reste à charge pour les familles.**

# UN PLAN D'URGENCE POUR LA SANTÉ ET POUR LA PRISE EN CHARGE DU HANDICAP

« Je ferai de la lutte contre la désertification médicale une des grandes causes de mon quinquennat et je me battraï pour que chacun puisse bénéficier d'un accès aux soins et des actions de prévention et de lutte contre les addictions »

**La crise du COVID a épuisé nos personnels soignants et révélé au grand jour les failles de notre système de santé. Aujourd'hui, et malgré l'urgence sanitaire, 10 % des lits d'hôpitaux sont fermés faute de personnels. Compte tenu de l'augmentation et du vieillissement de la population, si rien n'est fait pour inverser la tendance, la présence médicale baissera jusqu'en 2030. Il est temps de réagir !**

## Donner un nouveau souffle à l'hôpital

- Face à la crise de l'hôpital et à l'épuisement des personnels médicaux suite au COVID, **il faut de nouveaux moyens. Je recruterai 25 000 soignants supplémentaires en 5 ans à l'hôpital public.** Je ferai réaliser un audit approfondi de l'hôpital, grand oublié des plans d'investissements de M. Macron. J'associerai la médecine de ville, l'hôpital public et les hôpitaux privés dans une coopération renforcée au bénéfice des patients, notamment par des systèmes d'information partagés avec les établissements médico-sociaux.
- **Je débureaucratiserai** le fonctionnement de l'hôpital au profit des médecins chefs de service et en permettant à chacun de choisir son statut juridique. **Je mettrai en place un mode de financement davantage tourné vers la qualité des soins** afin de motiver et de récompenser les équipes soignantes

qui font des progrès en la matière. Je ferai publier les évaluations et les suggestions des patients.

## En finir avec les déserts médicaux

- **Je demanderai à l'assurance maladie de prévoir, par région, une dotation « lutte contre la désertification sanitaire »** qui permettra d'abonder la rémunération des professionnels de santé en fonction de leur activité dans les zones sous tension. **Elle permettra d'aider les jeunes médecins à s'installer et à exercer à la fin de leurs études dans les zones qui en manquent, par exemple dans des maisons médicales.** La région pourra demander aussi à utiliser cette dotation pour tous les professionnels de santé, du pédicure-podologue au dentiste, en fonction de la rareté de ces professions sur leurs territoires.
- **Je revaloriserai financièrement les carrières des infirmières** en renforçant les pratiques avancées **et celles des sages-femmes** en leur déléguant davantage de responsabilités. **Je permettrai aux personnels paramédicaux ayant déjà cinq ans d'études supérieures de rejoindre le deuxième cycle des études médicales.** Pour déverrouiller en pratique le **numerus clausus** et accroître le nombre de maîtres de stage et donc d'étudiants en



médecine, j'autoriserai et développerai les **stages d'internes dans les hôpitaux privés**, quel que soit leur statut.

### En finir avec les surprimes d'assurance

- **J'étendrai à toute la France la garantie immobilière solidaire** que j'ai créée en Ile-de-France **pour annuler les surprimes d'assurance** que subissent les personnes en risque de santé quand elles veulent emprunter et ainsi leur permettre d'accéder au logement.

### Prendre humainement en charge toutes les formes de handicap

- **Je mettrai systématiquement en œuvre la scolarisation en milieu ordinaire jusqu'à la fin du collège** à chaque fois que c'est possible et j'ouvrirai largement les dispositifs de formation aux personnes en situation de handicap car l'inclusion passe par l'accès à la vie professionnelle.
- **Je demanderai des engagements aux entreprises et aux associations pour qu'elles emploient effectivement 6 % de personnes**

**en situation de handicap** plutôt que de s'exonérer de leur obligation en payant une simple taxe.

- Je simplifierai et allégerai les normes qui pèsent sur la création de structures et services innovants, **j'harmoniserai les règles de reconnaissance et de compensation du handicap qui varient** parfois au sein d'une même région et je proposerai un **véritable accompagnement des familles** et des personnes jusqu'à l'effectivité de leurs droits.
- **Je revaloriserai les métiers de l'accompagnement spécialisé** qui ont été oubliés dans le Ségur de la Santé.
- Je simplifierai les procédures administratives et le fonctionnement des maisons départementales pour les personnes handicapées (MDPH) pour **améliorer la prise en charge des personnes** et les délais de réponse.
- **Je déconjugalisai l'allocation aux adultes handicapés (AAH)** pour ne pas pénaliser les personnes en situation de handicap qui vivent en couple et risquent aujourd'hui de perdre leur allocation.

## PROMOUVOIR LES ARTS ET LA CULTURE

« La culture n'a absolument aucun sens si elle n'est pas un engagement absolu à changer la vie des hommes »

(Romain Gary)

**Il n'y a pas de grande nation sans une culture affirmée. Au cours des siècles passés, la France s'est illustrée par sa culture qui l'a fait rayonner dans le monde entier. Retrouver la fierté française, c'est aussi sauvegarder notre patrimoine et promouvoir une création audacieuse. Je soutiendrai toutes les formes d'art, partout sur le territoire et auprès de tous les publics.**

- **Je ne déconstruirai pas notre histoire et ne déboulonnerai pas nos statues.**
- Chaque année, une **journée nationale des héros français** célébrera les grandes figures de la Nation dans les écoles : Jeanne d'Arc, de Gaulle, Molière, Pasteur...

### **Je veux donner l'accès et le goût de la culture à tous les enfants de France, dès leur plus jeune âge**

- L'éducation artistique et culturelle à l'école doit permettre à chaque enfant de développer tous ses talents. Je souhaite développer les sorties scolaires et **jumeler chaque école avec un établissement culturel de son territoire.**
- Comme je l'ai fait en Ile-de-France, **toutes les structures culturelles soutenues par des fonds publics seront fortement incitées à développer des actions d'éducation artistique et culturelle auprès des jeunes.**
- Je mettrai en place une politique « **un enfant, un instrument** », en lien avec les collèges et les conservatoires en m'appuyant sur les initiatives existantes.

### **Je veux sauvegarder notre patrimoine**

- **Je renforcerai les lois sur le mécénat** pour étendre leur objet et permettre aux entreprises locales et aux Français de s'impliquer davantage dans la préservation de notre patrimoine.

### **Je veux soutenir la création**

- **J'imposerai à chaque grand établissement culturel parisien de consacrer une part significative de son budget à la diffusion de ses créations partout en France.** Afin de soutenir la création d'œuvres nouvelles, et en lien avec les collectivités locales, je lancerai une **politique de commandes auprès de jeunes créateurs** en faveur des musées hors de Paris. En contrepartie, ces œuvres devront circuler sur le territoire.
- **Je simplifierai les aides au cinéma pour les rendre plus efficaces** et soutiendrai une filière industrielle de studios de tournage, sur le modèle britannique.

## **METTRE FIN À UNE GOUVERNANCE VERTICALE, SOLITAIRE ET INEFFICACE**

« Dès mon élection et en lien avec les collectivités, je proposerai d'élaborer une grande loi d'approfondissement des libertés locales. »

**Je regrette profondément que la relation entre les collectivités locales et l'Etat ait été abîmée par un Président de la République défiant face aux libertés locales. Il a en fait manifesté de la défiance à l'égard de toutes les institutions et de tous les corps intermédiaires. Un président de la République n'est pas Jupiter. Je crois en la réussite collective !**

- **Je redonnerai toute leur place au Gouvernement, au Parlement, aux collectivités locales et aux corps intermédiaires.** Avec le Premier ministre, **nous réunirons** au moins **trois fois par an les présidents de région** et au moins une fois par an les présidents de département. Je me rendrai chaque année au congrès des maires pour établir avec eux

un dialogue de confiance entre l'Etat et les collectivités. **Chaque printemps se tiendra une grande conférence sociale et salariale.**

- **Je souhaite que les lois soient moins bavardes et moins tatillonnes.** Je créerai une commission « articles 34/37 (de la Constitution) » au sein des deux Assemblées pour faire respecter la lettre de la Constitution de 1958 : la loi fixe les grands principes et le règlement les détails concrets. **Je réviserai les lois qui « surtransposent » les directives européennes** ou qui s'avèrent plus contraignantes que la moyenne européenne, un fléau proprement français générateur de bureaucratie.

## La plus grande vague de décentralisation depuis les lois Defferre et Raffarin

- **L'Etat doit apprendre à lâcher prise et à se concentrer sur ses missions essentielles : protéger, éduquer et soigner.** Il faut simplifier notre mille-feuilles administratif, supprimer les doublons et rapprocher les politiques publiques des citoyens. Au niveau financier, ce mouvement s'accompagnera de davantage d'autonomie financière et fiscale pour les collectivités afin de rétablir le lien démocratique fondamental du consentement à l'impôt.
- Aux **régions**, je confierai un bloc cohérent autour de l'emploi : Pôle emploi et les missions locales, l'ensemble des missions d'orientation scolaire ainsi que les lycées professionnels. **Je leur délèguerai la rénovation urbaine et régionaliserai les politiques du logement** pour construire plus et mieux en donnant la possibilité de moduler l'offre de logements et les aides, en fonction des besoins économiques, des transports et des particularités du territoire. Enfin, **les présidents de ré-**

**gion se verront confier la présidence des Agences régionales de santé** dont la crise sanitaire a montré le nécessaire ancrage au territoire.

- De leur côté, les **départements** doivent disposer de tous les moyens humains et financiers du **secteur médico-social**.
- Enfin, au **bloc communal**, je **délèguerai les compétences de l'urbanisme et de l'habitat** avec un droit de veto des maires en matière d'attribution des logements sociaux. **En matière de sécurité, je proposerai un statut des polices municipales** les autorisant à contrôler l'identité et à accéder à certains fichiers du ministère de l'intérieur (fichés S de leur commune) et **j'étendrai les pouvoirs des maires pour faciliter l'expulsion de familles générant des troubles à l'ordre public.** En matière de santé, je souhaite que **les maires assurent la présidence d'un vrai conseil d'administration dans l'hôpital de leur commune.** Enfin, je souhaite que les communes puissent, si elles le veulent, continuer de s'occuper de l'eau et de l'assainissement sans transférer ces compétences aux intercommunalités.

## Protéger tous ceux qui ont fait le choix de s'engager dans la vie publique

- **Je souhaite que toutes les agressions contre les élus fassent l'objet de poursuites et d'une comparution immédiate en cas de flagrant délit. J'instaurerai également des peines planchers** pour tous ceux qui commettent des violences contre les élus de la République.

# FAIRE DE NOUVEAU RAYONNER LA FRANCE DANS LE MONDE

« Il faut viser haut et se tenir droit »  
(Général de Gaulle)

Seule puissance nucléaire et seul membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU parmi les Etats de l'Union européenne, deuxième domaine maritime mondial derrière les Etats-Unis, la France a tous les atouts pour affirmer sa puissance et rayonner en Europe et dans le Monde pourvu qu'elle s'en donne vraiment les moyens. Il faut passer d'une diplomatie stérile de la posture à une politique de défense efficace de nos intérêts et de nos valeurs.

## Une politique internationale guidée par la défense de nos intérêts stratégiques

- Dans l'intérêt de la France, je rebâtirai un dialogue constructif avec les Etats-Unis et, dans la lignée gaulliste, construirai un dialogue stratégique de fermeté avec la Russie et la Chine fondé sur la symétrie des engagements. Comme Angela Merkel, je me rendrai une fois par an à Washington, Moscou et Pékin pour défendre nos intérêts.
- Sous ma conduite, la France gardera un réseau diplomatique et culturel étendu mais développera tout particulièrement ses relations avec les pays qui partagent avec elle une histoire et des valeurs ou qui présentent un intérêt stratégique clairement identifié.

## L'Union européenne : vecteur pour exercer notre puissance et défendre nos intérêts

- L'Europe doit aider à stopper les flux migratoires (voir plus haut), notamment en accélérant les recrutements des 10 000 gardes-frontière de « Frontex » et en soutenant un plan Marshall pour l'Afrique. Elle doit également permettre de bâtir une indépendance alimentaire avec la PAC, faciliter la construction de champions industriels européens (au lieu de l'entraver comme elle le fait actuellement), aider à réussir la transition climatique avec le « Green Deal » et l'instauration d'une « taxe carbone » aux frontières de l'Union et piloter la transition numérique avec l'industrie européenne sans tout céder aux GAFAM.
- Afin que l'Europe se concentre sur ses objectifs prioritaires, je refuserai tout nouvel élargissement et demanderai à ce qu'il soit mis définitivement fin au processus d'intégration de la Turquie dans l'UE (aujourd'hui uniquement suspendu). La France arrêtera immédiatement de payer sa part des aides à la pré-adhésion (dont le montant total s'élève à 14,7 Mds€ pour 2021-27), pour redéployer ces moyens sur des actions plus prioritaires.



- Enfin, je n'hésiterai pas à invoquer « l'identité constitutionnelle » de la France pour m'opposer à tout empiètement de la jurisprudence européenne sur les valeurs et principes de notre République.

## Concentrer notre aide au développement sur l'Afrique

- Il faut arrêter de diluer notre aide au développement sans bénéfice politique pour la concentrer là où sont nos intérêts stratégiques : en Afrique et en Méditerranée pour aider les pays les plus pauvres et permettre à la jeunesse africaine de trouver un emploi sur le continent africain. Je négocierai pays par pays de nouveaux partenariats franco-africains. Il faut parallèlement stopper toute aide au développement à la Chine qui est devenue une super-puissance économique et militaire.

## Redynamiser la francophonie pour étendre notre influence culturelle

- La France a une voix singulière. La francophonie est un trésor et une chance : j'assumerai de la promouvoir sur les 5 continents où nous avons 300 millions de francophones.

## Augmenter les capacités opérationnelles de notre armée

- L'armée ne doit plus être une variable d'ajustement budgétaire. Il faut respecter la loi de programmation militaire et arrêter

de décaler des programmes d'équipement qui correspondent à des nécessités et à des « trous capacitaires » dans notre dispositif de défense. Nous devons augmenter nos capacités de renseignement stratégique et de cyberdéfense et renforcer la capacité de nos armées à se déployer et à intervenir dans la durée de manière autonome. Il est indispensable d'accroître la disponibilité et le nombre de nos équipements, avec notamment la construction du deuxième porte-avions d'ici 2038.

- Nous devons nous donner les moyens de protéger la souveraineté de nos territoires, partout sur le globe, raison pour laquelle, contrairement à Emmanuel Macron, j'ai pris clairement position la première pour le maintien de la Nouvelle Calédonie dans la France et pour la définition d'un nouveau statut après le référendum.
- Enfin, nous devons préserver nos savoir-faire industriels et construire nos équipements militaires sur le sol national. Aujourd'hui, les armes d'assaut et les munitions de nos militaires sont fabriquées à l'étranger, notamment en Allemagne, et le projet industriel de char franco-allemand s'est fait au profit quasi-exclusif des Allemands. Il faut maintenir en France les productions essentielles.

## Restaurer notre leadership dans le domaine spatial

- Avec l'Europe, j'investirai dans un lanceur spatial réutilisable sur le modèle de Space-X (Ariane 7).

# UN PROJET DE RUPTURE, DÉTAILLÉ ET CHIFFRÉ

« Emmanuel Macron a « cramé la caisse ».

---

**En 5 ans, Emmanuel Macron aura autant alourdi la dette française que François Mitterrand en 14 ans ! L'endettement a crû de plus de 1 000 milliards depuis 2011. Il n'y a pas de projet crédible pour la France sans une baisse réelle et durable des dépenses publiques. C'est la condition pour alléger la fiscalité des Français et des entreprises, créer des emplois et améliorer le pouvoir d'achat. C'est pourquoi mon projet est précisément chiffré.**

L'objectif est de revenir, dans les 10 ans, vers un endettement soutenable de 100% du PIB. Pour inverser la tendance actuelle, il est nécessaire de dégager 45 milliards d'euros (Mds€) d'économies nettes par an sur les dépenses publiques à l'issue du prochain mandat (2027) (76 Mds€ d'économies contre 31 Mds€ de dépenses nouvelles).

---

➤ Je m'engage par ailleurs à ce que les économies et les priorités nouvelles montent en charge progressivement, de sorte que les dépenses puissent être freinées si les économies n'étaient pas au rendez-vous.

## **En 2027, les économies brutes annuelles représenteront 76 Mds€ :**

- **36 Mds€ économisés grâce aux réformes** indispensables à notre pays : allongement de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans pour 2030, réforme de l'assurance chômage, suppression de 200 000 postes de fonctionnaires et suppression d'un tiers des structures para-étatiques ;
- **22 Mds€ d'économies réalisées sur les subventions et les dépenses d'interventions** (10 % des 150 Md€ d'aides actuelles aux entreprises ; resserrement de l'aide médicale d'Etat aux étrangers sur les soins urgents et condition de résidence de 5 ans pour les prestations sociales aux étrangers ; réduction des aides anti-écologiques et inefficaces de la politique du logement ; réduction de la contribution au budget européen suite à la renégociation des rabais et des aides à la préadhésion aujourd'hui versées à des pays comme la Turquie) ;

➤ **15 Mds€ de recettes récupérées grâce au durcissement de la lutte contre les fraudes sociales et fiscales** par une meilleure coordination des renseignements et l'utilisation des moyens les plus modernes (big data, intelligence artificielle, carte Vitale biométrique...).

**En 2027, le montant total des dépenses nouvelles atteindra 31 Mds€ en rythme annuel :**

**13 Mds€ de dépenses nouvelles sur les compétences prioritaires de l'Etat (protéger, éduquer, soigner) dont :**

- 5 Mds€ pour les tribunaux et les prisons (recrutement de 16.000 magistrats, greffiers et autres personnels et construction de 20 000 places de prisons) ;
- 8 Mds€ pour l'équipement des forces de sécurité, l'éducation (établissements publics sous contrat et réserve éducative) et la santé (recrutement de 25 000 soignants) ;

**14 Mds€ de pouvoir d'achat supplémentaire pour les Français, dont :**

- 8 Mds€ de baisses de fiscalité (allègements de charges pour financer l'augmentation des salaires nets de 10 %, baisse de la TVA sur les taxes sur la consommation électrique, abattement de 50 % de la valeur de la résidence principale dans le calcul de l'IFI) ;
- 4 Mds€ pour les familles grâce à des mesures de soutien à la natalité (création de l'allocation 1er enfant, hausse de l'allocation

2<sup>ème</sup> enfant, universalité des allocations familiales, élargissement du complément de libre choix de mode de garde), le doublement du plafond du crédit d'impôt services à la personne et la défiscalisation des pensions alimentaires pour le parent ayant la garde ;

- 2 Mds€ pour les jeunes, les petites retraites et les personnes handicapées ;

**4 Mds€ pour la compétitivité** (coût net de la suppression de la C3S) **et l'aménagement du territoire** (aide à l'investissement de proximité, doublement du fonds friches, dézonage du prêt à taux zéro).

# PÉGRESSE 2022

[www.valeriepecresse.fr](http://www.valeriepecresse.fr)

[contact@valeriepecresse.fr](mailto:contact@valeriepecresse.fr)

Téléchargez l'application **#Pégresse2022**

**Pour iPhone** : <https://apple.co/3CuzZjh>

**Pour Android** : <https://bit.ly/3pQsrEk>

